Nacime CHELLIG (éd.), « Laïcité, faits religieux et travailleurs sociaux », *Histoire, Monde & Cultures religieuses*, n° 39

Paris, Éditions Karthala, 2016, 111 p.

Jacques Palard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/44696>

DOI : 10.4000/assr.44696

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 235-236

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Jacques Palard, « Nacime CHELLIG (éd.), « Laïcité, faits religieux et travailleurs sociaux », *Histoire, Monde & Cultures religieuses*, n° 39 », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 184 | octobre-décembre 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 16 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/44696> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.44696>

Ce document a été généré automatiquement le 16 janvier 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Nacime CHELLIG (éd.), « Laïcité, faits religieux et travailleurs sociaux », Histoire, Monde & Cultures religieuses, n° 39

Paris, Éditions Karthala, 2016, 111 p.

Jacques Palard

RÉFÉRENCE

Nacime CHELLIG (éd.), « Laïcité, faits religieux et travailleurs sociaux », Histoire, Monde & Cultures religieuses, n° 39, Paris, Éditions Karthala, 2016, 111 p.

- 1 Ce numéro de la revue *HMC*, publiée par l'Institut supérieur d'étude des religions et de la laïcité (ISERL), qui fédère des équipes de recherche des universités de Lyon et de Saint-Etienne, vise à analyser la place des religions et de la laïcité dans le travail social. Il rend compte d'études anthropologiques et sociologiques qui analysent « l'évolution et la visibilité des signes culturo-religieux dans les accompagnements éducatifs » (N. Chellig, p. 10). La croyance religieuse y est le plus souvent appréhendée sous l'angle de l'affirmation voire de la revendication d'une singularité sociale et culturelle. Les initiateurs de ce dossier entendent proposer des réflexions issues de travaux de terrain qui permettent d'étudier comment s'établit la relation éducative, le plus souvent en contexte de vulnérabilité et de précarité sociales, dans le cadre, singulièrement, de la prévention spécialisée ou de l'intervention en milieu familial.
- 2 Dans l'exposé de ces recherches, trois mots méritent une particulière attention : conversion, marginalisation, radicalisation. Frédéric Perez fait part des questions qui naissent de son activité de psychologue clinicien auprès de parents concernés par la radicalisation de leurs enfants, et s'interroge en particulier, prenant appui sur le Freud de *Totem et tabou*, sur les fonctions – et les avantages... – de la croyance religieuse et

donc de la conversion. Acte de révolte, la conversion est tout autant une réponse à un vide idéologique et l'amorce d'un processus de reconstruction identitaire. Elle est susceptible d'entraîner un mouvement de déliaison qui peut prendre la forme d'un départ « vers un ailleurs souvent vécu par la famille comme une altérité radicale » (p. 53). Qu'entendre dès lors par « radicalisation » ? Haoues Seniguer invite à la prudence dans le maniement du terme en raison des glissements sémantiques auxquels il se prête trop aisément et des amalgames qu'il induit, du fait d'une « apparente indissociabilité de la radicalisation et du terrorisme » (p. 19), ainsi que paraît d'ailleurs y inviter l'intitulé même du « plan d'action » présenté par le gouvernement de Manuel Valls le 9 mai 2016. L'auteur signale le risque de confusions qui contribuent à accentuer la stigmatisation des musulmans, y compris ceux qui sont « loyalistes ou légalistes » (p. 31), et à accroître les tensions au sein de la société française. Dans un tel contexte marqué par la marginalisation, comment concevoir la mission et les modes d'action de la prévention spécialisée, entendue comme une « rencontre informelle sans artifices » (p. 44), selon les termes de Nacime Chellig, qui plaide en faveur de l'introduction du concept d'« intervention territoriale ». L'auteur estime que les éducateurs de rue ont l'avantage de pouvoir pointer les contradictions idéologiques qui émanent *in situ* des postures et des pratiques des jeunes, bien que l'intervention de l'éducateur, qui prend à l'évidence figure d'autorité, puisse rendre par avance impossible l'établissement même d'un début de relation.

- 3 L'aide à domicile organisée en direction des familles qui rencontrent des difficultés d'ordre social, économique ou éducatif constitue un terrain d'analyse particulièrement pertinent en ce qu'elle donne lieu à une intervention publique dans un espace privé. Pierre A. Vidal-Naquet aborde cette question à partir des résultats d'une enquête qu'il a réalisée au début de l'année 2016 au sein d'une association d'aide et d'accompagnement à domicile située dans l'agglomération lyonnaise. L'ambivalence du statut du domicile, qui est privé dans son usage habituel mais qui devient « public » le temps de l'intervention des agents de l'association, place ceux-ci devant des injonctions paradoxales quant à l'exercice du principe de neutralité : « Ce que les professionnelles semblent supporter plus difficilement, c'est d'avoir à assister à des comportements qu'elles jugent inacceptables sans pouvoir intervenir, que ce soit par la parole ou par l'action » (p. 82).
- 4 Trois témoignages, en forme de brefs entretiens, viennent clore ce dossier riche d'informations et illustrent de façon concrète et personnalisée les enjeux que représentent pour les travailleurs sociaux la mise en œuvre de la laïcité. Le premier émane d'un responsable d'une association de prévention spécialisée missionnée par le préfet de la région Provence Alpes Côtes d'Azur en vue de créer la Cellule d'écoute et d'accompagnement des familles des Bouches-du-Rhône, en lien avec le numéro vert « SOS radicalisation ». Le témoignage suivant est celui d'une éducatrice en prévention spécialisée sur la commune de Saint-Étienne. Le dernier entretien est conduit avec une assistante sociale qui intervient, dans le département de la Loire, en Appui aux parcours individualisés d'accès à l'emploi (APIAE) ; il souligne les problèmes que posent tout particulièrement les comportements sociaux ou les tenues vestimentaires, jugés inadéquats, de personnes en recherche d'emploi. À l'instar des autres pièces de ce dossier, ce témoignage apporte sa pierre pour atteindre chacun des deux objectifs visés : manifester la volonté des chercheurs de mettre leurs investigations au cœur des

questions sociétales, et inciter à poursuivre une réflexion collective, elle-même en prise avec l'action publique, grâce à une étroite coopération entre chercheurs et acteurs.